



Santé
Les élus RN
en pointe



Chrétiens d'Orient
Entretien
avec M^{gr} Najeeb

Le magazine de la délégation française du groupe **Identité & Démocratie**

VII D'EUROPE

4^e TRIMESTRE 2020 | NUMÉRO 2



L'ogre Erdogan

**Comment L'UE
et la France
ont laissé
le tyran turc
nous dicter sa loi**



LES DÉPUTÉS RN
AU PARLEMENT EUROPÉEN
VOUS SOUHAITENT
UN TRÈS JOYEUX NOËL



2021, chantier de la reconquête

Jérôme Rivière. *Président de la délégation française du groupe ID au Parlement européen*

Jamais l'expression « *bonne année, bonne santé* » n'a pris autant de sens qu'à l'aube de cette année nouvelle. 2020 restera en effet gravée dans nos esprits comme celle d'un inimaginable cataclysme. Car aux attentats terroristes, à la montée de l'islamisme et de l'insécurité, qui sont devenus malheureusement notre quotidien depuis trop longtemps, s'est bien sûr greffé cette terrible crise sanitaire et ses près de 53 000 morts sur notre territoire. Sans oublier les centaines de milliers de faillites d'entreprises, les petits commerces sacrifiés, les bars et les restaurants qui ne rouvriront plus – et leur cortège de désespérance...

Cette situation est pour l'essentiel le résultat de la gestion calamiteuse d'Emmanuel Macron.

Mensonges d'État, incohérence, confinements et déconfinements trop tardifs ou trop hâtifs et imposés sans discernement, pénurie de masques, de tests, absence totale de ligne directrice... : à aucun moment celui qui assure avoir déclaré la "guerre" au virus ne s'est montré à la hauteur. Tout au contraire : il a accru les difficultés et plongé les Français dans une défiance et une exaspération sans précédent. *Idem* pour



son gouvernement, dont en premier lieu son "chef", Jean Castex, aussi inutile dans son rôle de "Monsieur déconfinement" (le premier, totalement raté), que dans celui de fantôme de Matignon.

Arcboutée sur son idéologie, l'Union européenne porte elle aussi une lourde responsabilité, sur laquelle nous avons été les seuls à lever le voile dans notre « *Livre noir sur sa gestion de la crise de la Covid 19 par l'UE* », que je vous engage à vous procurer.

De Paris à Bruxelles, le même constat : tous ont eu la main qui tremble. Puisse l'année 2021 devenir celle du retour à la main ferme.

Mais si nous souhaitons évidemment le meilleur pour notre pays, rien n'indique, nulle part, une quelconque prise de conscience de nos gouvernants. Plus que 2021, nous le savons : c'est 2022, et son échéance présidentielle, qui seule

nous permettra, avec l'élection de Marine Le Pen, de retrouver fermeté, cohérence et vision à long terme à la tête de l'État.

L'année 2021 doit donc devenir le tremplin de ce renouveau. Une digue d'espoir. Un pont vers les jours meilleurs.

En ce qui nous concerne, soyez-en assuré : par nos interventions, nos propositions et nos publications, dont ce numéro deux de notre journal, les 23 députés du groupe ID au Parlement européen prendront toute leur part, et plus encore, dans ce magnifique chantier d'avenir de l'année 2021 : celui de faire toujours plus avancer nos idées afin qu'elles accèdent au pouvoir.

Avec un seul objectif pour la France et les Français : que les promesses de « *bonne année, bonne santé* » deviennent enfin réalité. ●

Faire avancer toujours plus nos idées afin qu'elles accèdent au pouvoir.



**MALGRÉ LE CHANTAGE ET LES PROVOCATIONS
DU SULTAN ERDOGAN, LE PROCESSUS
D'ADHÉSION DE LA TURQUIE À L'UE SE POURSUIT.**

**LES DÉPUTÉS RN AU PARLEMENT EUROPÉEN
DEMANDENT INSTAMMENT QU'IL Y SOIT MIS FIN.**

**LA TURQUIE N'EST PAS EUROPÉENNE,
NI PAR SA GÉOGRAPHIE, NI PAR SON HISTOIRE.**



Il est temps d'agir (enfin) contre le sultan Erdogan

Nicolas Bay. *Vice-président du groupe ID au Parlement européen*

La liste des provocations et agressions dont se rend coupable le Président turc Erdogan semble sans fin. Submersion migratoire à la frontière grecque début mars, prospections gazières illégales en Méditerranée, proximité avec les islamistes, financement de mosquées radicales en Europe, conversion de la basilique Sainte-Sophie en mosquée, intervention en Libye, soutien à l'Azerbaïdjan contre l'Arménie... On ne saurait toutes les énumérer.

La provocation la plus symbolique de la Turquie pourrait bien être, tout simplement, sa candidature d'adhésion à l'UE en 1987, accueillie à bras ouverts par tous les dirigeants européens d'alors. L'idée est pourtant saugrenue : la Turquie n'est européenne ni par son histoire, ni par sa culture, ni par sa géographie. Tous les actes récents d'Ankara le prouvent.

Galvanisé par la lâcheté des dirigeants européens, Erdogan a encore fait monter la pression : alors que la moitié de Chypre, membre de l'UE, est occupée



et colonisée par la Turquie depuis bientôt 50 ans, il a déclaré que « *les Chypriotes turcs sont les seules vraies victimes* » de la situation et exigé la séparation en deux États. Quelques jours plus tard, il appelait l'UE au « *dialogue* » tout en prolongeant simultanément des opérations illégales de prospection gazières dans les eaux territoriales grecques.

Erdogan se moque donc ouvertement des Européens, qui continuent à se soumettre. Lors du Conseil européen des 1^{er} et 2 octobre, les gouvernements des États membres de l'UE persistaient à vouloir « *nouer un dialogue de bonne foi* » avec Erdogan. Ils promettaient même la « *modernisation de l'union douanière* » et de donner plus d'argent

pour les migrants « *sous réserve d'efforts constructifs* » de la part de la Turquie!

Le Conseil prétend jouer à la fois de la carotte et du bâton. Il affirme sa « *pleine solidarité avec la Grèce et Chypre* » et menace Erdogan d'utiliser « *tous les instruments et toutes les options à sa disposition* » en cas de « *nouvelles actions unilatérales ou provocations en violation du droit international* ». Eh bien nous y sommes! Et Bruxelles reste pourtant léthargique.

Plus on cherche à amadouer le sultan Erdogan, plus il interprète cela comme de la faiblesse. Plus on est docile, plus il est agressif. L'UE lui verse des milliards d'euros, il nous déverse des milliers de migrants.

La solution est simple : fermeté, sanctions, remise en cause de l'union douanière qui lui permet de réaliser 40% de son commerce avec l'UE, gel des avoirs turcs, fin des subventions, et surtout fin du processus d'adhésion. Il est temps d'agir : il ne manque que la volonté de le faire. ●

Plus on cherche à amadouer le Président turc, plus il interprète cela comme de la faiblesse.



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**

NOS DÉPUTÉS AU PARLEMENT EUROPÉEN:

*Jordan Bardella / H  l  ne Laporte / Thierry Mariani /
Dominique Bilde / Hervé Juvin / Joëlle Mélin /
Nicolas Bay / Virginie Joron / Jean-Paul Garraud /
Catherine Griset / Gilles Lebreton / Maxette Pirbakas /
Jean-François Jalkh / Aurélia Beigneux / Gilbert Collard /
Julie Lechanteux / Philippe Olivier / Annika Bruna /
Jérôme Riv  re Président de la délégation française
du groupe ID au Parlement européen / France Jamet /
André Rougé / Mathilde Androu  t /
Jean-Lin Lacapelle /*



CHRISTOPHE BOUCHER

ÉDITOS

- Jérôme Rivière.**
2021, chantier de la reconquête 3
- Nicolas Bay.** *Il est temps
d'agir (enfin) contre le sultan Erdogan* 5

DÉPUTÉS EN POINTE

- Droit d'asile et filières d'immigration* 8
- Vraies-fausse restrictions aux frontières* 9
- « Islamisme : une guerre que nous
gagnerons ! »* 10
- Outre-Mer : deux eurodéputés solidaires* 11



20

LE GRAND TÉMOIN

- Monseigneur Najeeb :** *“Les européens
ne doivent pas devenir minoritaires
sur leur propre sol”* 20

ACTUALITÉ

- Pacte européen sur la migration :
attention danger* 22

TRIBUNES

- Joëlle Mélin :**
Santé, le Groupe ID à l'honneur 24
- Gilles Lebreton :** *Les chasseurs
sont-ils vraiment les premiers écologistes
de France ?* 25
- Annika Bruna :** *Bien-être animal,
nous voulons des actes !* 26
- Virginie Joron :** *Ils veulent
supprimer Strasbourg* 27

ENTRE NOUS

- Mon questionnaire de Proust
par Catherine Griset* 28
- Mon questionnaire de Proust
par Jean-Lin Lacapelle* 29

LU POUR VOUS

30



MUSTAFA KIRAZLI / A. SIRA

À LA UNE

- Erdogan : tout était écrit,
ils l'ont laissé faire...* 12
- Basilique Sainte-Sophie,
la prise d'otage* 17
- Le chantage aux migrants* 18

Édité par la délégation française du groupe
Identité et Démocratie au Parlement européen.
Photo de couverture : Mustafa Kirazli / Shutterstock.com
Imprimeur : Agence Unanime

Le chiffre

480

C'est, en millions d'euros, a révélé Thierry Mariani, la « somme astronomique » supplémentaire qu'a décidé de verser l'UE aux migrants transitant par la Turquie. Voté par le Parlement, le versement de cette manne, sera à la faveur d'« une modification de son plan financier », en ponctionnant celle-ci « sur la partie de son budget principalement consacrée aux deux premiers piliers de la Politique agricole commune ». Circonstance aggravante : « l'UE, dit-il souhaite puiser dans les programmes alloués aux mesures d'urgence dont nos agriculteurs auraient bien besoin. »



Droit d'asile et filières d'immigration

Consacré à l'instrumentalisation de la procédure d'asile pour amplifier l'immigration, le livret consacré au droit d'asile édité par le Groupe ID, le confirme : « Les pseudo-réfugiés, dans leur immense majorité, n'en sont pas : le système généreux du droit d'asile a été détourné de son objectif. » Motif : alors qu'« il devrait être limité aux victimes de

persécutions politiques de la part d'un État, dans des circonstances très particulières », ce droit « a été étendu de manière totalement irresponsable au niveau européen, devenant une nouvelle filière d'immigration de masse. » « Il est grand temps, poursuit le document, de mener une refonte générale de la politique d'asile de la France, de l'UE, et de faire enfin passer les nôtres avant les autres ! »



Terroriste de Vienne : le profil qui accuse

Particulièrement au fait de la situation dans les Balkans, au sujet desquels elle tire depuis longtemps le signal d'alarme sur les risques d'infiltrations islamistes, **Dominique Bilde** n'a pas manqué de réagir à l'attentat de Vienne (2 novembre 2020, 4 morts, 23 blessés), lequel vient confirmer ses craintes. « Le

terroriste abattu par la police autrichienne est à la fois d'origine ethnique albanaise et de citoyenneté macédonienne, il aurait également par le passé tenté de gagner la Syrie », relève-t-elle. Ajoutant que l'UE s'appretant à démarrer les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie, « cette affaire tombe mal pour les instances européennes ».

L'Allemagne pas solidaire

Évoquant l'absence de solidarité allemande vis-à-vis de la France après les menaces de la Turquie (lire page 12),

Mathilde Androuët l'a justement constaté : « après avoir désavoué la France à de multiples reprises et fait cavalier seul au sein même de l'UE, il est urgent que l'Allemagne choisisse son camp. » Et de poursuivre : « l'attitude allemande actuelle interroge sur la réalité d'une "solidarité européenne" qui passerait loin derrière les considérations aussi bien économiques que diplomatiques ou même intérieures, l'Allemagne étant, largement paralysée vu l'importance de sa communauté turque. »





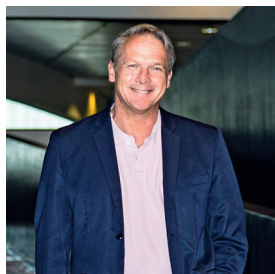
Vraies-fausse restrictions aux frontières

La crise épidémique n'a en rien resserré la vigilance aux frontières en Europe, tout particulièrement en France. Un constat en forme de signal d'alarme dressé par **France Jamet** dans un communiqué : « depuis le 10 novembre, et en raison de la pandémie de coronavirus, écrit-elle, les

nouvelles restrictions imposées aux personnes entrant sur le territoire national laissent passer presque tout le monde, le plus souvent avec une simple déclaration sur l'honneur attestant ne pas présenter de symptômes de Covid-19 ». Pointés notamment par l'eurodéputée, « les voyageurs de l'espace européen, parmi lesquels les travailleurs détachés sont en bonne place, et des pays tels que le Royaume-Uni (qui vient de franchir les 50 000 morts!), le Rwanda ou la Thaïlande », lesquels, insiste-t-elle, « ne sont soumis à aucune restriction particulière » – pas même « un test PCR ! ».

Pétition contre la submersion

Maître d'œuvre de la campagne d'opposition au Pacte européen sur les migrations "SAVEUROPE", **Philippe Olivier** le confirme



sur Twitter : « Face à la submersion

programmée de l'Europe, personne ne peut plus rester inactif, écrit-il. Signez et faites signer la pétition "SAVEUROPE" contre le Pacte des migrations de l'UE. Pour l'Europe, pour nos nations, pour notre civilisation, donnons-nous le mot : #SAVEUROPE. »



JACQUES WITTISPA

Carton rouge à Macron

« Aujourd'hui Emmanuel Macron déclare : "Il n'y a pas de culture française, il y a une culture en France !" », rappelle **Gilbert Collard** dans une récente tribune. Et l'avocat-eurodéputé et homme de lettre de s'offusquer : « En brayant cette ânerie, il a participé au déracinement de l'histoire, au déboulonnage des statues, au recul de la liberté d'expression, au développement des divisions communautaristes. » Avant d'interroger : « Queneau pourrait-il encore dire : "merde, on est en République, il me semble" ? »



Le bilan

Dressant dans le document Une année au service de la France et des Français, le bilan de son action en 2019, le Groupe ID peut s'en féliciter : « les 23 députés RN (...) travaillent sans relâche pour faire évoluer l'UE de l'intérieur et mettre un terme au projet fédéraliste ». Parmi les multiples exemples de la fermeté de ses positions et objectifs : son très symbolique refus de se conformer à la décision du président du Parlement, David Sassoli, d'interdire « la présence de drapeaux français au sein de l'hémicycle. » Contrairement aux autres, notre délégation a en effet « refusé de se plier à cette lecture abusive du règlement » en « arborant » le drapeau tricolore, « symbole de son combat (pour) la défense de la France et des Français d'abord. »



« Islamisme : une guerre que nous gagnerons ! »

Héléne Laporte n'a pas manqué de réagir aux assauts islamistes contre la France. « Cette guerre contre le fondamentalisme islamiste, nous la gagnerons », a-t-elle déclaré dans un communiqué. Et d'ajouter, à propos de la situation politique française : « Plus que jamais, il est urgent que Marine Le Pen accède au pouvoir car elle est la seule qui aura le courage de s'attaquer frontalement aux islamistes. »



Garraud : la question qui fâche

Ancien magistrat, particulièrement au fait des questions de terrorisme, Jean-Paul Garraud a rédigé une question écrite au sujet des « programmes de déradicalisation » mis en place au sein de l'UE. Refusant de se contenter des déclarations généralistes de celle-ci, il réclame la

transparence sur les vrais chiffres qu'elle se refuse, jusqu'alors, à dévoiler. « La Commission, interroge-t-il, peut-elle communiquer des données et statistiques précises relatives aux différents programmes de prévention de la radicalisation mis en œuvre et soutenus par l'UE, et communiquer notamment le nombre d'individus déradicalisés, notamment sortis de prisons ? »

Drogue, l'état d'alerte

Dans une question écrite à la Commission, Aurélia Beigneux

s'alarme des ravages de la toxicomanie en Europe. Rappelant que « 8 300 personnes sont décédées en Europe à cause des drogues en 2018 » et pointant « la porosité des frontières de l'UE (...) notamment les zones proches de la Turquie ou de l'Europe de l'Est », celle-ci interroge : « que compte faire la Commission pour enrayer les chaînes de transmission du cannabis ainsi que de l'héroïne et de toutes les autres substances ? »





Outre-Mer : deux eurodéputés solidaires

A lors que nos territoires d'outre-mer subissent de plein fouet les conséquences de la pandémie, **Maxette Pirbakas**, toujours très impliquée, s'est montré particulièrement active sur le sujet. Outre le fait d'avoir, « *par anticipation, demandé une suppression réelle des charges fiscales et sociales pour que les entreprises ultramarines se relèvent* », celle-ci a posé deux questions orales aux commissaires à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski,

et à la santé, Stella Kyriakides. La première dès le mois de juillet, la seconde le 21 septembre. Objet de ces interpellations : que soit mobilisé « *un plan de relance européen en faveur des ultramarins*. » Lui aussi très engagé en faveur de l'Outre-Mer, **André Rougé** s'est de même multiplié sur la question, prenant notamment la défense du fond POSEI (Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité), essentiel pour ces territoires. Dès le début de la pandémie, l'eurodéputé s'est adressé à la Commission par le biais d'une question écrite « *pour savoir, l'a-t-il interrogé, si elle tiendra compte de ces facteurs humains et économiques pour maintenir fermement le budget actuel du régime POSEI pour la période 2021-2027.* » ●

Débat interdit

C ommentaire remarqué d'**Hervé Juvin** sur les débats concernant la place de l'islam en France : « *la tentation récente, dit-il, de résoudre*



tous les problèmes en interdisant d'en parler n'aide pas

quand la lutte contre l'islamophobie sert à interdire tout débat sur l'islam. » Et d'ajouter, pointant « *l'effet pervers de séparer ce qu'il faudrait réunir* » : « *quand seuls les musulmans peuvent parler de l'islam, c'est la France qui se réduit au silence.* »

Le chiffre

120 000

C'est, souligne Jean-François Jalkh sur Twitter, le nombre de migrants qui « sont entrés en Europe en 2019 ». En tout, ajoute-t-il, « 650 000 clandestins sont en situation irrégulière au sein de l'UE. » Et de conclure : « Schengen est une passoire : seule la maîtrise TOTALE de nos frontières pourra nous préserver ! #SAVEUROPE ».



La meilleure manière de répondre à la commissaire pour les Affaires intérieures, Ylva Johansson, laquelle déclarait le 24 septembre : « Nous avons beaucoup d'immigration vers l'Europe et nous en avons besoin. (Notre société) est une société vieillissante. (...) Nous devons créer de nouvelles voies pour l'immigration légale. »



Erdogan : tout était écrit, ils l'ont laissé faire...

Complices. Par idéologie et par lâcheté, l'UE et la France ont laissé le potentat turc installer un régime de fer dans son pays et étendre ses tentacules islamistes sur le monde. Histoire d'un grand renoncement.



Union européenne, reprenez-vous. Je le dis encore une fois, si vous essayez de présenter notre

opération (en Syrie) comme une invasion, nous ouvrirons les portes et vous enverrons 3,6 millions de migrants. » Chantage aux migrants (lire page 18) mais aussi agressions antikurdes au Moyen-Orient, dictature en marche, islamisation tous azimuts... : nul besoin d'attendre 2019, et cette déclaration de Recip Erdogan, pour prédire l'inferral borbier dans lequel, par lâcheté et idéologie, l'UE, et la France, se sont embourbés avec la Turquie. Avant de (mollement) se réveiller, ceux-ci n'ont rien vu, ni voulu voir venir. Se faisant les coresponsables de l'inextricable crise dans laquelle nous nous débattons aujourd'hui... Tout était pourtant écrit depuis le 10 août 2014, date de l'élection d'Erdogan à la présidence turque, sur ses liens avec Da'ech et son objectif de transformation de son pays en régime de terreur, base arrière d'un islam de conquête...

Concernant Dae'ch, deux jours seulement après le scrutin, le témoignage d'un commandant de l'État islamique au *Washington Post* mettait ainsi déjà en garde contre les liens d'Erdogan, premier ministre depuis 2003, avec l'organisation terroriste : en Irak et en Syrie, dénonçait-il, « les renforts, les armes et les fournitures transitent par la Turquie ». Des accusations confirmées par Moscou un an après, pointant cette fois le propre fils d'Erdogan, Bilal, directement impliqué dans le marché noir du pétrole de Dae'ch (500 millions de dollars par an!), via sa société de transports maritimes...

Pas de preuves formelles, dira-t-on. D'où les silences, alors, de Bruxelles et Paris (où Macron était secrétaire général adjoint de l'Élysée, période François Hollande) ... Moins d'un mois après l'élection du maître d'Ankara, c'est pourtant un identique mutisme qui accueillera les prémices de l'islamisation de son pays avec ses nouvelles lois autorisant le port de signes religieux dans l'administration. *Idem*, encore, au mois de novembre 2014, lorsque le même affirmera, « coran à l'appui », que « les femmes ne peuvent être considérées comme les égales des hommes. »

◀ **Conférence de presse de Recip Erdogan. Le palais pharaonique à 500 millions d'euros qu'il s'est fait construire à Ankara : plus de mille pièces, quatre fois la taille du château de Versailles !**



Verbatim

« Erdogan a compris que la France est le maillon faible du continent. Les électeurs y formeront une force d'appoint pour les islamistes en Turquie. »

Alexandre del Valle, géopoliticien, en 2018

Macron, rétorquera-t-on cette fois, n'était pas encore aux manettes. Il l'était en revanche bel et bien en septembre 2017, et se montrera tout aussi silencieux, sur cette même islamisation, lorsque seront intégrés dans les programmes scolaires turcs la notion de djihad. Justification, à l'époque du ministre de l'Éducation nationale d'Erdogan : « Le djihad est un élément de notre religion ». « On est en train d'assister à un formatage islamo-nationaliste des enfants », protestera le syndicat de l'éducation Egitim Sen. Pas Macron... Que l'on n'entendra pas davantage en 2020, lorsque l'État turc accordera la citoyenneté à plusieurs hauts responsables terroristes du Hamas, ou quand la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul sera transformée en mosquée (lire page 17). Qu'importe que le nonce apostolique d'Ankara, Edmond Farhat, dénonce une « liberté religieuse » n'existant plus « que sur le papier » : Macron et l'Union européenne regardent ailleurs...

En 2014, le génocide arménien qualifié de "propagande raciste"

Les deux peuvent bien, aujourd'hui, protester contre les menées anti-arméniennes d'Erdogan au Haut-Karabagh, sur ce point encore, ils portent, par leurs silences complices, la même responsabilité. Lorsque Erdogan a qualifié en 2014 le génocide arménien de « propagande raciste » aucun n'a réclamé de sanctions. *Idem*, un an plus tard, lorsque celui-ci a menacé d'expulser les 100 000 ressortissants arméniens vivant en Turquie, réveillant le cauchemar des déportations. De même, encore et toujours, en 2016, lorsque Erdogan, furieux contre la reconnaissance du génocide arménien par le Bundestag, s'est emporté contre les députés d'origine turque ayant voté le texte, les accusant d'avoir « le sang corrompu »...

Abandonnés, aussi, à leurs sorts : les Kurdes. Dès 2016, Erdogan avait donné l'ordre aux gouverneurs de fermer les uniques écoles kurdes de certaines régions. Le silence assourdissant de l'Europe, dont la France, lui donnant arme blanche pour durcir sa politique. Sur son propre territoire, d'abord, où il fait destituer en août 2019 les maire BDP (premier parti kurde) de trois grandes villes du pays, puis où il laisse

>>

TURKISH DEFENSE MINISTRY



» mourir en prison en 2020, après 238 jours de grève de la faim, l'avocate Ebru Timtik, 42 ans. Laquelle ne pesait plus que 30 kilos le jour de sa mort!

Opérations antikurdes au Moyen-Orient ensuite, et surtout, où Erdogan commandera en 2016-2017 l'intervention de ses troupes en Syrie, puis en Irak l'année suivante. Avant, en 2019, d'intervenir à nouveau dans le nord de la Syrie, où, selon Amnesty International, Ankara et ses alliés se sont livrés « à des exécutions sommaires qui ont fait des morts et des blessés parmi la population civile. » Massacres

▲ **Le ministre turc de la Défense venu soutenir ses soldats à la frontière irakienne. Selon Amnesty International, Erdogan y a fait procéder "à des exécutions sommaires (...) parmi la population civile."**

auquel s'ajoute le meurtre de sang froid de l'élue kurde Hevrin Khalef, arrêtée dans sa voiture, puis assassinée. Insoutenables tragédies, dont, encore une fois, par sa faiblesse coupable, l'Europe a armé le bras des assaillants...

Hitler pris pour modèle dans son allocution du Nouvel-An 2015

Tout, on l'a dit, était écrit. Aussi visible que le nez au milieu du visage. L'imminence de ces attaques, d'abord : « Nous pouvons lancer nos opérations en Syrie à n'importe quel moment (...). Nous pourrions arriver une nuit, soudainement », avait prévenu Erdogan dans l'indifférence générale en janvier 2019, peu avant sa deuxième intervention. L'objectif d'islamisation de ses interventions ensuite, tel que prédit, parmi d'autres, par le directeur de recherche à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire Pierre Razou : « Il est probable, annonçait-il, que le gouvernement turc cherche à disposer d'une

D'insoutenables tragédies dont l'Europe, par sa faiblesse coupable, a armé le bras des assaillants turcs.

tête de pont en Libye pour pousser l'agenda des Frères musulmans en Afrique du Nord et dans la bande sahélo-saharienne, tout en fragilisant l'Égypte voisine du président Sissi. » Par les liens qu'il a tissés avec le Qatar, sait-on aussi, Erdogan veut pousser à un renforcement de l'islam politique aux frontières de la Tunisie, mais aussi à son exportation vers le Sahel et le Tchad. C'est aussi avec cet objectif qu'il a envoyé ces derniers mois pas moins de 6 000 djihadistes en Libye.

Plutôt que de faire barrage à l'ogre menaçant, l'Europe a fait le choix de détourner la tête, persistant à verser à "l'ami turc" des milliards d'euros dans le cadre de son processus de pré-adhésion (*lire encadré page 16*).

Ce faisant, cette même UE, n'ayant d'ordinaire que le mot de "droits de l'homme" à la bouche, a contribué à enserrer encore autour du peuple turc l'étau totalitaire imposé par Erdogan. Car c'est bien une dictature que l'UE a laissé mettre en place à ses portes. Qu'importe le cri d'alarme du professeur Yaman Akkdenis, annonçant que « le pays n'a jamais atteint de tels niveaux de censures », qu'importe les deux mille procédures judiciaires lancées dès 2014 pour « injures contre le président » ou les trois mille journalistes chassés de leurs emplois en 2017 : par leur "applaventrisme", Paris et l'UE se sont rendus complices de cette mise à bas de la démocratie.

Ce régime de terreur qu'instaure depuis six ans le maître d'Ankara, ils ne feignent de le découvrir qu'aujourd'hui. Mais là encore, tout était écrit. Dès 2014, Amnesty International dénonçait le « harcèlement judiciaire et policier » du régime d'Erdogan. L'année suivante, défendant son projet de nouveau système présidentiel au cours de son allocution de Nouvel-An, le Sultan d'Ankara prendra carrément exemple sur... Hitler : « Dans un système unitaire (comme la Turquie), un système présidentiel peut parfaitement exister (...). Vous en verrez l'exemple dans l'Allemagne d'Hitler. » Aucune réactions officielles...

Le (pseudo?) coup d'État anti-Erdogan de 2016 ne sera quant à lui pas simplement suivi d'une terrible répression (265 morts, 1 500 blessés, 50 000 arrestations, dont plusieurs députés, plus de 100 000 fonctionnaires mis à pied) : il va lui donner

l'occasion de verrouiller encore davantage son pouvoir : multiplication des procès pour « insultes au président », censure d'Internet et des réseaux sociaux, mais aussi, en avril 2017, référendum constitutionnel, renforçant son autorité. Alors que la Constitution de 1982 garantissait l'indépendance de la Justice, c'est désormais le président et le Parlement à sa botte qui sont chargés de la nomination des membres du Haut conseil des juges et procureurs (HSYK), lui-même en charge de désigner les magistrats.

“La démocratie est un moyen, non une fin...”

Le 21 mai, Erdogan obtiendra aussi de pouvoir cumuler présidence de son pays et de son parti, l'AKP, ce qui était jusqu'alors interdit. « Erdogan va instaurer un régime basé sur un seul homme, qui frôle une dictature, car il a supprimé la séparation du pouvoir, avait bien décrypté le politologue Baskin Oran. *Lexécutif, c'est lui, le législatif, c'est son parti, la justice est sous sa tutelle, les juges et les procureurs qui ouvrent des enquêtes non désirées sont immédiatement virés.* Quant au médias, ils sont, en dehors de quelques exceptions, sous son contrôle. » À peine de quoi émouvoir l'Europe, en particulier la France, qui laissera se dérouler à Metz un meeting appelant à voter "oui" aux menées liberticides du maître d'Ankara. Devant des parterres d'hommes et de femmes séparés hurlant « Alluha Akbar! »...

Aveugle volontaire, l'UE l'a été d'autant plus que tout, avant même son élection à la présidence, laissait déjà percer dans le parcours d'Erdogan, le futur tyran qu'il deviendrait. L'homme reçu en grandes pompes à Paris et Bruxelles n'a en effet jamais cessé d'être un islamiste pur et dur, parfois dissimulé, mais laissant systématiquement ressurgir ses sombres desseins. En 1994, aussitôt après avoir été élu maire d'Istanbul à la tête d'une liste "anti-corruption" (*sic*), l'homme, alors âgé de 40 ans, se lance dans l'islamisation de la ville, interdisant notamment l'alcool dans plusieurs établissements publics. À une journaliste étonnée par ces mesures, il répond : « Je suis l'imam d'Istanbul ». Avant, la même année, d'en faire l'aveu

Le chiffre

59,1%

C'est le résultat du "oui" au référendum constitutionnel de 2017 élargissant les pouvoirs d'Erdogan, auprès de la diaspora turque dans les pays membres de l'UE. Soit 8 points de plus que le résultat obtenu en Turquie (51,41%).

*« Les minarets seront nos baïonnettes,
les mosquées nos casernes,
les croyants nos soldats. »*

» public : « la démocratie est un moyen mais non une fin : c'est comme un tramway, on en descend quand on est arrivé à destination. »

Arrive le coup de tonnerre de 1997, à Siirt, dans l'est du pays. À la tribune, Erdogan reprend la célèbre citation du poète nationaliste Ziya Gökalp : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupes nos casques, les mosquées nos casernes, et les croyants nos soldats. » Condamné à dix mois de prison par le régime militaire, il n'en passera que trois derrière les barreaux, mais décide de changer de tactique en dissimulant désormais ses visées islamistes. Jusqu'à sa nomination au poste de premier ministre, en 2003, puis son accession à la présidence en 2014...

« L'assimilation est un crime contre l'humanité »

Car dans la réalité, l'homme n'a jamais changé depuis son adhésion, dans les années 1970, au parti (islamiste) du salut national (MSP). Il est toujours celui qui, au cours de cette même période, écrivit, dirigea et interpréta le rôle principal de la pièce de théâtre à l'antisémitisme délirant *Maskomya* (comprendre *Mas-Kom-Ya*, en turc *Mason-Kommunist-Yahudi*, soit *Maçon-Communiste-Juif*). Œuvre qu'il n'a, depuis, jamais renié...



Verbatim

« La Turquie en Méditerranée, en mer Égée et en mer Noire obtiendra ce qui lui revient, elle ne fera aucune concession sur ce qui lui appartient. »

Récep Erdogan, septembre 2020

Pas de quoi s'étonner, donc, qu'en 2004, un an seulement après sa nomination comme premier ministre, le même commence à se rapprocher de l'Iran et à renforcer les liens de la Turquie avec l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Après plusieurs tentatives infructueuses (en raison notamment du veto de la Cour constitutionnelle), il promet ensuite, en février 2006, le port du voile dans les universités. Avant, le même mois, lors d'une visite officielle en Allemagne, de déclarer devant 20 000 turcs réunies à Cologne : « L'assimilation est un crime contre l'humanité ». L'Europe, pourtant, continue de faire l'autruche. Or c'est de cette faiblesse, rapidement diagnostiquée, dont Erdogan va faire son carburant.

Après avoir pris position en 2009 en faveur du programme nucléaire iranien, il s'autorise ainsi, à partir de 2012, de plus en plus de références à l'Islam, se rapprochant ouvertement de dirigeants religieux extrémistes comme Fethullah Gülen, réclamant l'islamisation de l'école. Ses opposants l'accusent de vouloir en finir avec la laïcité. L'Europe, comme d'habitude, laisse faire.

Impossible pour elle, pourtant, d'ignorer que celui auquel elle a confié les clés de sa politique migratoire, n'est autre que l'un des plus redoutables potentats actuels. Le journaliste Kadri Gürsel (licencié du quotidien *Milliyet* après un tweet critique), l'avait parfaitement résumé : « Erdogan porte les marques de l'hubris, la maladie de l'égo, autodétermination messianique, perte du sens des réalités, intolérance à la contradiction et folie des grandeurs ».

Oui, tout était écrit. Et ils n'ont rien voulu voir. Le prix que nous payons aujourd'hui est celui de ce déshonneur. **ÉDOUARD BOUTTIER**

Pré-adhésion à l'UE : près de 15 milliards pour la Turquie !

Qu'importe les graves dérives du régime turc ! Depuis 2003, l'Union européenne a dilapidé pas moins de 14,5 milliards d'euros, versés à la Turquie d'Erdogan, dans le cadre de son processus

de "pré-adhésion". À cette somme colossale – près de deux fois le déficit annoncé par le gouvernement des caisses de retraite française à l'horizon 2008 (8 milliards d'euros) – s'ajoute les 28,9 milliards injectés

depuis 2000 par la Banque européenne d'investissement (BEI), plus les 6 milliards payés à la Turquie pour accueillir les migrants. Soit un total de 49,4 milliards d'euros. À la solde des contribuables européens. **E. B.**



Basilique Sainte-Sophie, la prise d'otage

Hold-up. Symbole du nouvel impérialiste turc, la décision d'Erdogan d'imposer le retour du culte musulman dans la célèbre basilique d'Istanbul est une provocation majeure. Récit.

Basilique chrétienne de Constantinople fondée au IV^e siècle par l'empereur romain Constantin et reconstruite au VI^e siècle par son successeur Justinien, Sainte-Sophie a été transformée en mosquée et dotée de minarets après la prise de la ville par les Ottomans en 1453. Signe de la sécularisation et de la laïcisation entreprise par Atatürk après la Première Guerre mondiale, Sainte-Sophie est devenue un musée en 1934.

C'est en 2019 qu'Erdogan a émis le souhait que le monument soit à nouveau une mosquée. La Cour suprême turque ayant donné son feu vert à cette opération le 2 juillet 2020, le décret a été signé dès le

▲ *Affiche d'Erdogan devant la basilique Sainte-Sophie. Depuis 1934, celle-ci était devenue un musée et avait été "offerte à l'humanité" par le premier chef d'État laïc de Turquie, Atatürk.*

10 juillet et une prière musulmane y a été célébrée le 24 juillet. Le pape François s'est dit « affligé » de la situation. Le député RN Sébastien Chenu a, de son côté, dénoncé la « nouvelle provocation » d'Erdogan à l'égard de l'Occident. Ses collègues Jérôme Rivière, président du Groupe ID, et Thierry Mariani, ont déposé pour leur part un projet de résolution condamnant cette décision unilatérale.

Contrairement au gouvernement français, qui s'est montré particulièrement silencieux, le Groupe ID du Parlement européen n'a cessé de dénoncer les provocations turques à l'égard de pays de l'Union européenne (la France, la Grèce et Chypre) mais aussi d'autres États comme l'Arménie. En l'occurrence, la reconversion de Sainte-Sophie en mosquée est une triple provocation : à l'égard de l'histoire moderne du pays ; à l'égard du christianisme orthodoxe dont le principal patriarche réside à Istanbul ; et à l'égard de l'héritage grec et romain de l'Europe dont Sainte-Sophie est un fleuron architectural.

Comme les autres provocations d'Ankara, celle-ci devrait conduire l'UE à mettre fin aux discussions sur l'entrée de la Turquie en son sein et non pas seulement à les geler. Le renoncement définitif à l'intégration de la Turquie dans l'UE est une demande récurrente du Rassemblement national et du Groupe ID du Parlement européen. Il serait temps que nos députés aient enfin gain de cause sur cette proposition de bon sens! **BAUDOIN CINEY** >>>

Le chantage aux migrants

Piège. En acceptant en 2016 de “confier” la garde de millions de migrants à la Turquie, en échange de milliards de subventions, l'UE se retrouve pieds et poings liés face au maître-chanteur d'Ankara.

C'est début mars 2020 que ce chantage aux migrants de la Turquie à l'encontre de l'Union européenne a atteint son paroxysme : pour empêcher de nouveaux migrants d'affluer vers l'Europe, la Turquie réclame un soutien plus actif de l'UE dans son offensive militaire au nord de la Syrie. Une provocation de plus. Pourtant habituée à se coucher devant Ankara et son président, Bruxelles s'en est cette fois émue, par le biais d'une déclaration solennelle de ses 27 ministres de l'Intérieur, rendue publique le 4 mars.

Ce chantage aux migrants à une origine quantifiable : les 3,7 millions de Syriens déplacés, ayant gagné le territoire turc au cours des dernières années. Ces réfugiés ont fui les combats de la guerre civile opposant depuis 2011 le pouvoir légitime de Damas incarné par le président Bachar el-Assad, les islamistes de Daesh, les Kurdes et les milices sunnites armées par les Turcs sur le sol Syrien.

Par le biais de cette ingérence dans les affaires syriennes, le président Erdogan et son gouvernement détiennent donc une part de responsabilité de cet important déplacement de population. La plupart

► *Camp de migrants sur l'île de Lesbos, en Grèce. Malgré les milliards versés par l'UE à la Turquie, l'Europe continue de subir chaque jour de nouveaux débarquements en provenance du pays d'Erdogan. Un accord “perdant-perdant” pour l'UE.*



de ces réfugiés syriens ont un but avoué : gagner au plus vite un pays de l'Union européenne pour y obtenir l'asile politique où tout du moins y refaire leur vie. Le refrain est connu. Pour cela, ils doivent traverser les mers Egée et Méditerranée sur des embarcations de fortune ou parvenir aux frontières terrestres entre la Turquie, la Grèce et la Bulgarie.

Pour accepter de conserver ces migrants sur son sol, Erdogan pratique depuis 2015 un véritable chantage à l'encontre de l'Union européenne, que l'on peut résumer ainsi : « Payez ou j'ouvre toutes grandes les frontières de la Turquie ! ». Un chantage payant : tétanisée, l'Union européenne a accordé... 6 milliards d'euros à la Turquie pour financer l'accueil et le séjour des réfugiés syriens. Conclu en 2016, cet accord est d'autant plus utile à la Turquie que celle-ci est confrontée à une économie en chute libre. D'où le mot



PANAGIOTIS BALASKAS/SPA

d'ordre d'Erdogan à l'adresse de ses partisans (qui sont loin de représenter la totalité de l'opinion) : « L'UE paiera ! »

Cet alibi humanitaire qui a contaminé l'ADN de l'UE

Défendue par le RN, une solution de bon sens était pourtant possible pour parer à l'immigration clandestine : utiliser cet argent pour renforcer les frontières terrestres de l'UE – et de l'espace Schengen en particulier –, mais aussi pour soutenir les gardes côtes grecs et chypriotes se retrouvant en première ligne. Mais l'alibi humanitaire a tellement contaminé l'ADN de l'Union européenne que celle-ci préfère confier sa sécurité à d'autres, la Turquie en l'occurrence, plutôt que de s'attacher à maîtriser elle-même ses frontières les plus exposées. Résultat : une perte sur les deux

tableaux : financière et migratoire. Les milliards versés à la Turquie n'empêchent en effet nullement la Grèce, notamment dans sa partie insulaire (île de Lesbos, en particulier), de subir chaque jour de nouveaux débarquements de migrants en provenance de Turquie.

Il est donc faux de dire, comme le font les dirigeants de l'UE, que les sommes versées à Ankara servent uniquement à répondre aux besoins des réfugiés et non à soutenir l'économie d'Erdogan. Les députés français du Groupe ID au parlement européen ne cessent de leur côté de réclamer plus de transparence et plus d'efficacité dans la stratégie européenne vis-à-vis de ces migrants qui transitent par la Turquie.

Mais si l'utilisation des fonds déjà alloués doit être claire, c'est la stratégie de l'UE tout entière sur ce dossier qui doit être repensée. Et vite!

BAUDOIN CINEY

Le chiffre

6

C'est, en milliards d'euros, la somme allouée à la Turquie depuis cinq ans à l'initiative du Conseil européen, s'ajoutant aux aides déjà financées pour les réfugiés syriens. La moitié de cette somme provient de la contribution des États-membres de l'UE.

Ces 6 milliards font partie des 17,7 milliards d'euros versés par l'UE à la Turquie depuis 1996 au titre de sa « coopération financière » avec cet État toujours officiellement candidat à l'adhésion.

Monseigneur Najeeb : “Les eu pas devenir minoritaires sur l

Résistant. Entretien exclusif avec l'archevêque de Mossoul, en Irak, sauveur de milliers de chrétiens menacés par Daesh, mais aussi d'innombrables manuscrits.

► **Depuis la fin de la guerre, quelle est la situation des chrétiens en Irak ?**

Cela dépend de quelle guerre vous parlez. Celle que je considère comme la plus cruciale et la plus cruelle, c'est en juin 2014 l'invasion de la plaine de Ninive par les troupes de Daesh; invasion qui sera suivie d'un ultimatum aux chrétiens pour le 6 août : partir, se convertir à l'islam, ou mourir.

La plupart des chrétiens ont alors choisi de quitter la ville à la hâte. Leurs maisons ont été détruites et brûlées. Après la libération de Mossoul en octobre 2016, les chrétiens de retour chez eux ont assisté à ce terrible spectacle, qui les a profondément traumatisés. Mais ils n'ont pas été les seuls à souffrir : la force de malheur de Daesh s'en est prise, aussi, aux Yézidis (*minorité confessionnelle kurde, NDLR*) : plus de 8 000 d'entre eux ont été massacrés, 4 000 femmes et enfants ont été enlevés pour servir d'esclaves.

► **Combien, aujourd'hui, sont rentrés ? Et quels sont vos moyens d'action pour les aider ?**

La moitié des chrétiens sont rentrés dans la plaine de Ninive, les autres sont restés au Kurdistan, qui les a très bien accueillis, et dont l'action mérite d'être saluée. Il y a aujourd'hui entre cinquante et soixante familles chrétiennes présentes à Mossoul

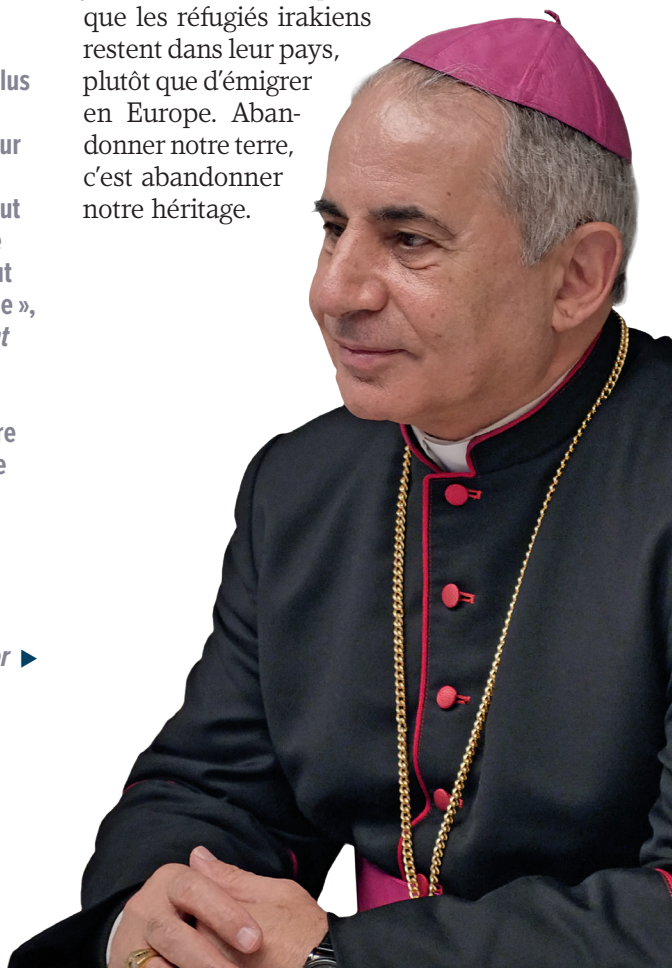
(contre plus de 50 000 il y a vingt ans, NDLR). La plupart sont totalement démunies, certaines sans toit. Leur défi est immense : rebâtir sur les ruines, faire naître de nouveaux projets leur permettant de rester sur place...

Face à ce défi, le travail des ONG présentes sur le terrain est important, mais il ne représente qu'une goutte d'eau dans notre océan de besoins. En tant qu'archevêque, je fais tout mon possible pour aider ces « réfugiés sur leur propre terre » à rester sur place, mais nous avons besoin de moyens matériels et d'une aide décuplée de ces ONG, chrétiennes ou non, sans lesquelles nous sommes malheureusement, nous aussi, très démunis.

Reste une certitude : même si la situation est très difficile, et si la décision leur revient, j'estime ô combien préférable que les réfugiés irakiens restent dans leur pays, plutôt que d'émigrer en Europe. Abandonner notre terre, c'est abandonner notre héritage.

M^{gr} Najeeb. « J'ai plus peur pour l'avenir de l'Europe que pour mon pays l'Irak : nous avons déjà tout perdu en Irak, il ne faut pas laisser tout se perdre en Europe », affirme notamment l'archevêque de Mossoul, selon lequel « se défendre contre le fanatisme et combattre vigoureusement le terrorisme est un devoir moral. »

Crédit photo : Christophe Boucher ►



Européens ne doivent leur propre sol”

► **Vous avez contribué au sauvetage de nombreux chrétiens, mais aussi de milliers de documents...**

Dans ma ville de Mossoul, quatorze églises et quatre monastères ont été détruits, certains vieux de plus de 1 500 ans. Mais ils n’ont pas tué notre âme. C’est pour préserver notre identité, que j’ai entrepris de sauver ces manuscrits des mains de Daesh. Nous en avons « exfiltré » plus de 3 500, numérisés 8 000 autres, ainsi que plus de 40 000 documents historiques. Nous travaillons à sauver à la fois les hommes et leur héritage. L’un ne va pas sans l’autre.

► **Vous avez été présenté par le Groupe Identité et Démocratie pour le prix Sakharov décerné par l’Union européenne (du nom de l’ancien dissident soviétique, récompensant depuis 1988 des personnes ou organisations agissant pour les droits de l’homme, NDLR). Comment avez-vous réagi à cette nomination ?**

Cette nomination est un symbole fort pour les chrétiens et leurs droits. Mais tout ce que j’ai accompli fait partie intégrante de ma mission, le sauvetage d’enfants comme la préservation de ces archives. Si je me réjouis de cette nomination, je considère donc qu’à travers moi, c’est aux chrétiens d’Orient, et en particulier d’Irak, qu’elle s’adresse.

► **Vous qui défendez votre héritage, quel regard portez-vous sur une Europe qui se détache de plus en plus de ses racines chrétiennes et qui accueille une immigration de plus en plus incontrôlée ?**

Mon message à l’Europe tient en un mot : vigilance. Elle ne doit pas rester neutre ou silencieuse par rapport

à ce qui se passe : ce sont les mêmes groupes terroristes qui ont agressé l’Irak qui attaquent aujourd’hui l’Europe.

J’ai plus peur pour l’avenir de l’Europe que pour mon pays l’Irak : nous avons déjà tout perdu en Irak, il ne faut pas laisser tout se perdre en Europe. Or cette nécessaire prise de conscience européenne n’est pas suffisamment visible. L’ouverture nécessaire et humaine ne peut se faire sans vigilance, ou elle devient de la folie. Accueillir l’étranger fait partie de l’identité chrétienne, et c’est important, mais se défendre contre le fanatisme et combattre vigoureusement le terrorisme est aussi un devoir moral.

► **Pour faire face au terrorisme, les chrétiens, selon vous, doivent donc davantage assumer leurs valeurs chrétiennes...**

Je le dis à l’attention, notamment, du clergé en Europe : il ne faut pas avoir honte de vivre notre foi, de la partager et de promouvoir notre identité chrétienne. Il ne s’agit pas de se vanter, mais d’être fiers de ce que nous sommes. L’Europe n’est pas que gréco-latine, elle est aussi chrétienne. Même la déclaration des droits de l’homme peut être lue chrétiennement. Ce n’est pas en adoptant une posture de honte vis-à-vis des musulmans présents en Europe que nous sortirons les fanatiques de leur embrigadement ; c’est au contraire en assumant haut et fort nos valeurs.

L’Europe chrétienne est confrontée à une immense responsabilité historique : ne pas devenir minoritaire sur sa propre terre. C’est l’avenir de nos enfants qui se joue. L’enjeu n’est donc pas de vivre avec les autres, ce que les chrétiens ont toujours su faire partout dans le monde, il est de ne pas laisser l’autre nous écraser. Pour avoir connu cette expérience en Irak, nous tremblons pour l’Europe. Mais il faut, toujours, garder l’Espérance. Et le dernier mot à la paix, non à l’épée.

PROPOS RECUEILLIS PAR PAUL-LOUIS BOREAU

Repères

1955

Naissance le 9 septembre à Mossoul (Irak).

1987

Ordonné prêtre après être rentré dans l’ordre des Dominicains et avoir effectué son noviciat à Lille et Strasbourg.

1990

Directeur-fondateur du Centre numérique des manuscrits orientaux de Mossoul.

2014

Lors de l’arrivée de l’État islamique à Mossoul (nuit du 6-7 août), parvient à évacuer vers le Kurdistan des milliers de chrétiens ainsi que des documents anciens se rapportant à l’Église d’Orient. Il en fera le récit dans son ouvrage Sauver les livres et les hommes (Grasset, 2017).

2018

Confirmation par le pape François de sa nomination en 2014, par le synode des évêques catholiques chaldéens, au poste d’archevêque de Mossoul.

PHOTOS : ISOPHYSIPA - OUI/QUE CURBELO/EFESIPA



Pacte européen sur la migration : attention danger

Coup tordu. Comment la Commission veut faire payer les États refusant d'accueillir les migrants. Sans pour autant garantir les expulsions vers les pays d'origine...

On connaissait le Pacte de Marrakech de l'ONU (de son vrai nom "Pacte mondial sur les migrations") scandaleusement entériné par la France en 2018, sans qu'il n'ait jamais fait l'objet d'un grand débat national. Nettement plus méconnu est le "Pacte sur la migration et l'asile" présenté le 23 septembre dernier à Bruxelles par la Commission européenne. Un pacte particulièrement éclairant sur sa vision fédéraliste de l'immigration.

Tout est parti de la décision légitime de plusieurs pays européens (comme la Pologne ou la Hongrie par exemple) de ne pas accepter de migrants sur leur sol au nom d'une répartition européenne forcée. Cette répartition ne fonctionnant pas, le nouveau pacte, sorti du chapeau d'Ursula von der Leyen et de ses collègues, a donc pour objet d'instaurer un pseudo-principe de solidarité migratoire : les États membre de l'UE qui voudraient échapper à l'accueil de migrants devront prendre en charge



◀ *À gauche : Ursula von der Leyen annonçant le projet de pacte. Ci-contre : groupe de migrants débarquant aux îles Canaries, sous souveraineté espagnole. Leur nombre n'a cessé d'augmenter en 2020. Et ce n'est pas le pacte de la Commission qui pourra tarir cet afflux. Tout au contraire.*

financièrement une partie de ceux accueillis, par exemple, par la France, l'Italie ou l'Allemagne. Le tout habillé du joli mot de "parrainage".

Une incroyable et irréalisable usine à gaz

Cette solution remet une fois de plus en cause la souveraineté des États en matière migratoire, laquelle devrait pourtant être absolue. Surtout, ce texte technocratique pose deux problèmes majeurs :

1. Ce sont toujours les mêmes États qui accueillent des migrants (à commencer par la France);
2. C'est aux "parrains" de s'occuper de l'expulsion des indésirables vers leurs pays d'origine.

Or l'expérience a montré combien étaient déjà quasi-insurmontables les difficultés affrontées par une ancienne puissance coloniale telle que la France, à la diplomatie puissante, pour faire

reconnaître par les autorités de leurs pays d'origine la nationalité de ceux qu'elle souhaite expulser. Comment alors imaginer que le poids de pays comme la Hongrie ou de la Pologne, dénués, ou presque, de liens avec l'Afrique, puisse se montrer plus efficace dans de telles négociations à venir? Quels que soit l'ancienneté et le rayonnement de ces nations, la réponse est malheureusement connue : il sera naturellement faible. Conséquence : les migrants déboutés du droit d'asile resteront le plus souvent sur le sol des pays d'accueil.

D'où la question qui fâche : que deviendront ces migrants entrés de façon illégale et non-admissibles au droit d'asile? Là encore, la réponse ne fait pas de doute : ils seront tout simplement, et durablement, installés dans une sorte de zone grise légale : tout en séjournant au titre d'un séjour illégal sur le sol d'un État membre, ils seront dans le même temps financé par un autre État membre. Le tout sans possibilité d'être rapidement expulsés. Et en n'étant pas (au moins provisoirement) régularisables. Une incroyable usine à gaz!

Seuls le Groupe ID et ses députés français du RN, dont Nicolas Bay est l'orateur en charge du dossier, soulignent et dénoncent l'absurdité de cet invraisemblable système, en réclamant avec force de l'Union européenne qu'elle adopte enfin les seules vraies mesures capables de lutter avec efficacité contre l'immigration illégale : contrôle des frontières maritimes en Méditerranée (Italie, Espagne, Malte, Chypre), dans l'Atlantique (Canaries espagnoles) et en mer Égée (Grèce); contrôle des frontières terrestres avec la Turquie. Autre proposition du Groupe ID : que les dirigeants bruxellois rompent d'urgence avec certaines ONG et autres instances internationales à l'idéologie ouvertement "sans-frontériste".

Ce n'est, au minimum, qu'à ces strictes conditions que l'on pourra réellement réduire l'immigration illégale sur le sol européen. Soit l'exacte inverse de l'esprit et de la finalité de ce "Pacte sur la migration et l'asile". Lequel devrait plus justement s'intituler "Pacte européen pour la migration et l'asile".

BAUDOIN CINEY

Le chiffre

11 000

C'est le nombre de migrants en provenance d'Afrique ayant accosté aux îles Canaries, sous souveraineté espagnole, durant les dix premiers mois de l'année 2020, soit sept fois plus qu'en 2019 ! Et le rythme tend encore à s'accélérer depuis début novembre...

Santé, le Groupe ID à l'honneur

Vote. Deux de nos textes enfin approuvés : sur la prévention de la pénurie des médicaments et sur l'interdiction d'un additif à risque cancérigène.



Par **Joëlle Mélin**
Députée française RN
au Parlement européen.

Décidément, ce nouveau mandat au sein du Parlement européen est bien différent du précédent ! Quatrième groupe le plus important dans l'hémicycle, nous sommes désormais en mesure de peser concrètement sur les textes. En témoignent deux victoires importantes obtenues pour la santé des Européens : l'une sur la prévention des risques de pénurie de médicaments et l'autre sur l'interdiction du dioxyde de titane.

Alors que nous dénoncions depuis longtemps les dangers des délocalisations de l'industrie pharmaceutique, de la réduction

Face au risque de pénurie de médicaments, due notamment aux délocalisations, le RN a été le premier à tirer le signal d'alarme. Son rapport sur la question a été adopté. ▼

des moyens de l'hôpital public et de l'absence de vision stratégique en termes de santé publique, la rédaction d'un rapport sur la pénurie de médicaments dont j'avais la responsabilité, a été l'occasion de confirmer notre légitimité sur le sujet. Il aura fallu l'ampleur de cette crise sanitaire pour que les pouvoirs publics daignent revoir leurs orientations politiques. Ainsi, confrontée à la dure réalité, une large majorité de députés a validé notre constat et nos recommandations. Le manque de courage ou l'aveuglement idéologique des mondialistes nous auront fait perdre un temps précieux !

L'amélioration de notre vie quotidienne, au cœur de notre mission

Notre deuxième victoire a été de faire adopter un texte qui demande à la Commission européenne d'interdire le dioxyde de titane comme additif alimentaire et cosmétique. Cette substance, qui envahit notre quotidien et touche particulièrement les enfants (bonbons, crèmes solaires), est fortement suspectée d'être cancérigène par différentes études scientifiques. Il était de notre devoir d'appliquer le principe de précaution. Grâce à la qualité et au bon sens de nos propositions, le Parlement européen a voté notre résolution. Notre travail de co-rédaction a aussi démontré notre capacité à travailler intelligemment avec d'autres groupes politiques, autrefois hostiles par principe. Là encore, le bon sens a pris le dessus sur le sectarisme politicien de certains !

Si ce travail laborieux, substance après substance, de lutte pour la protection de la santé de nos concitoyens ne fait pas forcément la une des journaux, il s'agit néanmoins d'un combat important à mener. L'amélioration de la vie quotidienne des Français et des Européens est au cœur de notre mission.

À travers ces victoires, nous respectons les engagements pris devant les Français : nous contribuons à défendre notre santé au travers du localisme, d'une alimentation saine, d'une agriculture de terroir (payenne et naturelle), de la réindustrialisation de nos territoires. C'est notre indépendance économique et plus largement notre qualité de vie.



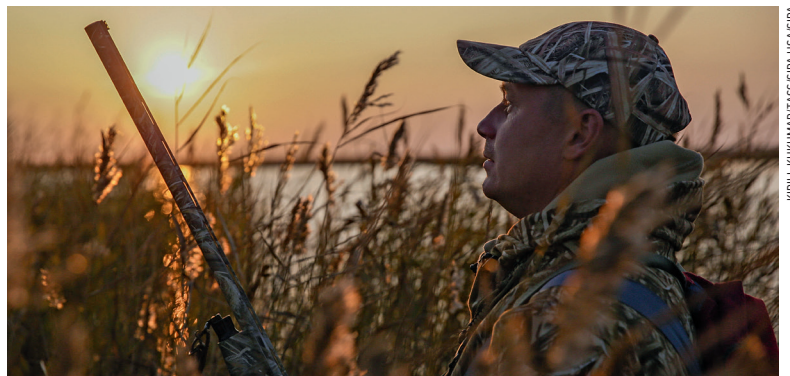
© WAVEBREAMEDIA/MICRO - STOCK.ADOBE.COM

Les chasseurs sont-ils vraiment les premiers écologistes de France ?

Ruralité. Loin de l'image de bourreau que certains veulent lui prêter, le secteur de la chasse participe en réalité largement à la préservation de notre environnement.



Par **Gilles Lebreton**
Député français RN
au Parlement européen.



KIRILL KUKHMARTASSYIPA / USA/SIPA

Fort de plus d'un million de pratiquants, fournissant 28 000 emplois, le secteur de la chasse française est pourtant aujourd'hui dans la tourmente. Il est d'abord bousculé par une minorité agissante d'écologistes fanatiques, relayés par des médias parisiens complaisants, qui voudraient détruire le rapport millénaire de domination de l'Homme sur l'animal. Il est ensuite tirillé par les tergiversations politiques incessantes de nos dirigeants, incapables de la moindre décision courageuse propre à lui assurer une sécurité juridique à long terme. Il souffre enfin d'un manque de communication sur sa réelle utilité, tant sociale qu'environnementale.

Il est temps d'apaiser ce débat passionné et de rétablir bon nombre de vérités afin que le chasseur cesse d'être systématiquement présumé coupable. Loin de l'image de bourreau que certains veulent lui prêter, il participe en réalité à une œuvre commune de connaissance et de préservation de son environnement.

La vraie écologie n'est pas celle défendue par la bien-pensance parisienne

Que seraient en effet nos territoires sans l'entretien indispensable des paysages, sans la gestion éclairée de sa faune et de sa flore qu'offrent aujourd'hui l'Office public de la biodiversité et les associations communales

▲ *La chasse, pratique enracinée, doit faire face aux assauts répétés des agitateurs fanatisés qui voudraient mettre en péril, partout, les héritages de notre passé.*

de chasse agréées ? Il n'y a qu'à constater les dizaines de millions d'euros engagés chaque année pour l'indemnisation des dégâts de gibiers pour comprendre que la cohabitation entre l'homme et l'animal est un sujet bien plus complexe qu'il n'y paraît.

Que seraient également nos zones rurales, si l'on rompait avec tout ce lien social, qui transcende les générations, qui rassemble et unit encore ceux que l'intelligentsia des grandes villes appelle dédaigneusement « les ruraux » ? Quiconque a eu la chance de boire le café dans un bois, le matin d'un départ de chasse, pourra comprendre que ces moments partagés sont essentiels pour la vie de nos campagnes.

Que serait enfin notre pays si l'on acceptait de baisser les bras face aux agitateurs fanatisés qui voudraient mettre en péril les héritages de son passé ? Nous ne devons pas faiblir dans le combat, certes bien plus large, de défense des valeurs de notre civilisation.

La vraie écologie n'est pas celle défendue par la bien-pensance parisienne. Elle est l'œuvre de toutes ces femmes et de tous ces hommes enracinés dans leurs territoires, qui font inlassablement résonner l'histoire de France et ses traditions. Longue vie à la chasse ! ●

ISSAM RIMANI/APA IMAGES/SIPA



Bien-être animal, nous voulons des actes !

Scandale. Derrière les paroles, l'UE refuse de légiférer sur l'abattage rituel comme sur les exportation d'animaux vers les pays tiers. Il faut réagir.



Par **Annika Bruna**
Députée française RN
au Parlement européen.

Au niveau des institutions européennes, le bien-être animal fait l'objet d'une communication intense. Mais cette communication se heurte à la réalité des faits, comme le démontrent le cas de l'abattage rituel et les conditions tragiques d'exportation des animaux.

L'abattage sans étourdissement bientôt sanctuarisé par l'Union européenne ?

Selon un avis rendu récemment par l'avocat général auprès de la Cour de Justice de l'Union (CJUE), les États membres

▲ *Moutons condamnés à un abattage halal sans étourdissement préalable. L'UE refuse d'interdire cette pratique, mais aussi d'autoriser la mise en place d'un étiquetage indiquant le mode d'abattage.*

n'ont pas le droit d'imposer l'abattage avec étourdissement sur leur territoire.

Cet avis ne lie pas la Cour mais celle-ci risque de le suivre pour une raison simple : le législateur européen a fait passer la « liberté de culte » avant le bien-être animal dans l'article 4.4 du règlement 1099/2009 sur l'abattage. Ce texte dispose noir sur blanc que les prescriptions relatives à l'étourdissement ne sont pas applicables à l'abattage rituel. Ainsi, l'Union européenne a bel et bien inscrit la souffrance animale dans un texte normatif.

Comme on peut s'en douter, toutes les initiatives visant à informer correctement le consommateur, via un étiquetage qui indique le mode d'abattage, sont combattues par les institutions européennes, afin de complaire aux extrémistes religieux.

Ils ne veulent pas que vous puissiez choisir !

Exportations d'animaux : le « Radeau de La Méduse »

L'exportation d'animaux vers les pays tiers sera examinée par la commission d'enquête sur la protection des animaux pendant le transport, où je siège en tant que titulaire.

Les conditions de transport des animaux vivants vers le Moyen-Orient et au Maghreb sont déplorables : des heures de voyage par camion et des traversées qui durent de deux à dix jours dans des navires "poubelles" aux températures extrêmes, où les animaux manquent de place, d'eau et de nourriture au point que nombre d'entre eux meurent au cours du voyage. Certains cargos poubelles sont si surchargés qu'ils sombrent, comme le Queen Hind, en 2019, au large de la Roumanie : 15 000 moutons noyés...

Une fois débarqués dans les pays tiers, le calvaire continue avec des conditions d'abattage rien de moins qu'épouvantables.

Au sein de la commission d'enquête, je demanderai la fin des exportations d'animaux vers les pays qui ne respectent pas la réglementation européenne en matière de transport et d'abattage. Une alternative existe, à savoir l'exportation de viande, qui permet d'éviter aux animaux la souffrance du transport et un abattage monstrueux. ●

Ils veulent supprimer Strasbourg

Parlement. Profitant de la crise, nombreux sont ceux, au sein de l'UE, à vouloir faire l'impasse définitive sur les sessions de Strasbourg. Affaiblissant encore la position de la France.



Par **Virginie Joron**
Députée française RN
au Parlement européen.

Strasbourg est une ville emblématique s'il en est, de la lutte pour la paix et la liberté. De par le drapeau français qui devait flotter sur sa cathédrale avant de déposer les armes, selon le serment fait à Koufra en 1941, les hommes du général Leclerc ont porté la ville au plus haut de sa grandeur.

Symbole de réconciliation après la Libération, historiquement, c'est à Strasbourg, à partir de 1952, que siège la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) dans laquelle notre assemblée actuelle trouve ses racines. Géographiquement, cette ville est située sur le Rhin, au carrefour de l'Europe

C'est donc logiquement, que les Européens unis, ont choisi cette ville pour en faire le cœur battant de leurs échanges démocratiques. Car les statuts de l'Union européenne en la matière sont on ne peut plus clairs. Ils stipulent que le Parlement européen siège à Strasbourg. Si son secrétariat général siège à Luxembourg et que ses commissions se tiennent à Bruxelles, c'est bien dans la capitale de l'Alsace, que doivent se réunir les députés pour débattre du futur de l'Union.

Un lobbying intensif pour que le Parlement déménage à Bruxelles

Or depuis plusieurs années, un lobbying intensif se développe pour que l'ensemble du Parlement européen déménage et siège officiellement à Bruxelles. La pandémie de COVID-19, qui sévit en France, en Europe et dans le monde actuellement, leur a donné



▲ **Le Parlement de Strasbourg. C'est ici, en vertu des traités, que siègent les députés européens. Malgré l'offensive des « pro-Bruxelles », ils doivent continuer à le faire.**

l'occasion de revenir à la charge. En effet, depuis de longues semaines, les sessions plénières du Parlement européen se déroulent par commodité et précaution sanitaire, à Bruxelles. Il est donc à craindre que ces voix "pro-Bruxelles" ne finissent par arriver à leurs fins.

L'Allemagne, elle, membre fondateur et pilier de l'UE, détient le siège de la Banque Centrale Européenne à Francfort. Il est donc amplement légitime pour la France, sans laquelle l'UE ne serait plus, qu'elle conserve sur son sol cette institution européenne qu'est le Parlement Européen.

De plus, si l'UE, prompt à dénoncer les États membres accusés de ne pas respecter les traités, se permettait de les négliger sur ce sujet hautement important pour la France, elle perdrait alors une grande partie de sa légitimité déjà fort mise à l'épreuve ces dernières années.

C'est pourquoi j'ai écrit à Monsieur le Président du Parlement européen, David Sassoli pour lui rappeler, la nécessité impérieuse d'un strict respect de ces traités et d'une reprise, au plus tôt, des sessions parlementaires européennes à Strasbourg. Au Rassemblement National, nous pensons avant tout à la place de la France. Nous espérons que ce message sera entendu. ●



Mon questionnaire de Proust par **Catherine Griset**

Députée française RN
au Parlement européen.

- ▶ **Ma vertu préférée :** La fidélité en amour et en amitié
- ▶ **Le principal trait de mon caractère :** La solidité
- ▶ **La qualité que je préfère chez les hommes :**
Un homme attentionné
- ▶ **La qualité que je préfère chez les femmes :**
Leur bon sens
- ▶ **Mon principal défaut :**
L'intolérance à la frustration
- ▶ **Ma principale qualité :** La loyauté
- ▶ **Ce que j'apprécie le plus chez mes amis :**
Leur discrétion
- ▶ **Mon occupation préférée :**
Repasser devant la télé, cela me détend
- ▶ **Mon rêve de bonheur :**
Une maison au bord de l'océan
- ▶ **Quel serait mon plus grand malheur ?**
Perdre mon enfant
- ▶ **À part moi-même qui voudrais-je être ?**
Personne
- ▶ **Le pays où j'aimerais vivre :** Le mien, la France
- ▶ **La couleur que je préfère :** Le bleu
- ▶ **La fleur que je préfère :** La pivoine
- ▶ **L'oiseau que je préfère :**
Pas celui du Parlement européen !
- ▶ **Mes auteurs favoris en prose :**
Charles Baudelaire et Victor Hugo
- ▶ **Mes poètes préférés :**
Arthur Rimbaud et Verlaine
- ▶ **Mes héros dans la fiction :** Le Comte de Monte-Cristo et l'inspecteur Harry Callahan
- ▶ **Mes héroïnes favorites dans la fiction :**
Clarice Starling (Jodie Foster) du *Silence des agneaux*, Katniss Everdeen (Jennifer Lawrence) d'*Hunger games*
- ▶ **Mes compositeurs préférés :**
Michel Legrand et Enio Morricone
- ▶ **Mes peintres préférés :**
Léonard de Vinci et Le Caravage
- ▶ **Mes héros dans la vie réelle :**
Les pompiers et les forces de l'ordre
- ▶ **Mes héroïnes préférées dans la vie réelle :**
Jeanne d'Arc et, sans hésiter, Marine Le Pen
- ▶ **Mes héros dans l'histoire :** Pierre et Marie Curie
- ▶ **Ce que je déteste le plus :** L'injustice
- ▶ **Le personnage historique que je déteste le plus :**
L'évêque Cauchon



GRUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE 2019

- ▶ **Les faits historiques que je méprise le plus :**
L'écrasement des Nations par les totalitarismes
- ▶ **Le fait militaire que j'estime le plus :**
La bataille de Camerone
- ▶ **La réforme que j'estime le plus :**
Le droit de vote des femmes
- ▶ **Le don de la nature que je voudrais avoir :**
Le chant
- ▶ **Comment j'aimerais mourir :** Sans aucune originalité, de vieillesse et dans mon sommeil
- ▶ **L'état présent de mon esprit :** Résolu
- ▶ **La faute qui m'inspire le plus d'indulgence :**
La vantardise
- ▶ **Ma devise :**
« Pour vivre heureux, vivons cachés »



Mon questionnaire de Proust

par **Jean-Lin Lacapelle**

*Député français RN
au Parlement européen.*

► **Ma vertu préférée :**

l'honneur

► **Le principal trait de mon caractère :**

L'envie d'avoir envie...

► **La qualité que je préfère chez les hommes :**

le dépassement de soi

► **La qualité que je préfère chez les femmes :**

l'intuition

► **Mon principal défaut :** celui de pas l'avouer

► **Ma principale qualité :** authenticité

► **Ce que j'apprécie le plus chez mes amis :** fidélité

► **Mon occupation préférée :** servir la France

► **Mon rêve de bonheur :** le bonheur de mes enfants



► **Quel serait mon plus grand malheur ?**

Perdre l'un d'entre eux

► **À part moi-même qui voudrais-je être ?**

C'est déjà pas mal...

► **Le pays où j'aimerais vivre :** l'Argentine

► **La couleur que je préfère :** le Bleu Marine

► **La fleur que je préfère :** la Fleur de Lys

► **L'oiseau que je préfère :** La Pie qui Chante, l'oiseau de mon premier envol professionnel.

► **Mes auteurs favoris en prose :**

Rabelais, Raspail

► **Mes poètes préférés :**

Ronsard, Joachim du Bellay

► **Mes héros dans la fiction :**

les trois mousquetaires

► **Mes héroïnes favorites dans la fiction :**

Nikita

► **Mes compositeurs préférés :**

Enio Moricone, Didier Barbelivien

► **Mes peintres préférés :** Rembrandt, Fragonard

► **Mes héros dans la vie réelle :**

mon camarade disparu Edouard Ferrand

► **Mes héroïnes préférées dans la vie réelle :**

Jeanne d'Arc

► **Mes héros dans l'histoire :** Clovis,

le Général de Sonis héros de la guerre de 1870

► **Ce que je déteste le plus :** l'arrivisme

► **Le personnage historique que je déteste le plus :** celui qui méprise le peuple.

► **Les faits historiques que je méprise le plus :**

la violation des tombes royales de Saint-Denis en 1793, les Accords d'Evian et les massacres qui ont suivi le 19 mars 1962

► **Le fait militaire que j'estime le plus :**

Cameron et le sacrifice de 62 légionnaires

► **La réforme que j'estime le plus :**

celles que nous mettrons en œuvre en 2022

► **Le don de la nature que je voudrais avoir :**

Voyager dans le temps

► **Comment j'aimerais mourir :**

au service de mon pays

► **L'état présent de mon esprit :** serein

► **La faute qui m'inspire le plus d'indulgence :**

les miennes

► **Ma devise :** l'épaisseur du rempart

compte moins que la volonté de le prendre



CHRISTOPHE GUILLUY

Le temps des gens ordinaires (Flammarion)

Déjà auteur de *La France périphérique* (Flammarion, 2014), le géographe et sociologue signe un nouvel essai percutant sur la renaissance culturelle des classes populaires. Ignorée depuis 30 ans par la classe politique, les médias, les intellectuels et les élites, cette culture populaire a été méprisée, réduite à une culture malsaine.

Pour autant, l'élection de Donald Trump en 2016 (et son score de 2020), le Brexit, la crise des Gilets Jaunes et la gestion de la pandémie de Covid-19 ont sorti de l'ombre ces "gens ordinaires" qui revendiquent une reconnaissance. Malgré les tentatives de division et de décrédibilisation de la part de la classe dominante, ils ont montré qu'ils formaient un bloc uni, attaché aux valeurs traditionnelles et à la préservation du bien commun.

La mondialisation heureuse ne tient plus. L'individualisme libéral est dépassé. Désormais, les dirigeants ne peuvent plus ignorer les revendications populaires, qu'elles soient économiques, sociales ou culturelles. Le bloc populaire est capable d'inverser le sens de l'Histoire.

Christophe Guilluy insiste sur la nécessité de mesures politiques fortes comme le protectionnisme ou le transfert des emplois publics vers les territoires périphériques pour contrebalancer le poids des métropoles. Mais aussi sur le nécessaire contrôle de l'immigration pour apaiser les tensions sociales auxquelles les catégories modestes sont confrontées plus que les autres...

Un livre à mettre entre les mains de ceux qui gouvernent.

CLAIRE VINEY



DAVID GOODHART

La Tête, la Main et le Cœur (Les Arènes)

Après le succès de son essai *Les Deux clans. La nouvelle fracture mondiale* (Les Arènes, 2017), le journaliste anglais David Goodhart revient sur les divisions de nos sociétés occidentales, sous le prisme des différentes natures du travail. Son constat : depuis trente ans, la Tête, c'est-à-dire les compétences cognitives, a été survalorisée économiquement et socialement, au détriment de la Main (la technique) et du Cœur (les métiers du soin). La mobilité et les libertés individuelles sont fortement encouragées, mais le sentiment collectif d'appartenance nationale est affaibli.

Mais le vent tourne vite. Pour Goodhart, plusieurs indicateurs penchent en faveur d'un rééquilibrage social : la révolte populiste qui s'amplifie, la vague verte et l'attachement à la terre, l'intelligence artificielle qui menace surtout les métiers de la Tête. Et, bien sûr, la crise du coronavirus, qui a permis aux métiers du soin et aux emplois dits sous-qualifiés de regagner du prestige.

S'appuyant sur des chiffres des États-Unis et du Royaume-Uni, l'auteur propose des solutions pour parvenir à un meilleur dialogue entre ces trois formes de travail : la revalorisation des métiers du soin, y compris les tâches domestiques, l'encouragement de l'ancrage et la réduction de la mobilité à tout prix, ainsi que le développement de la formation tout au long de la vie comme alternative à la généralisation des diplômes.

C. V.

Retrouvez toute notre actualité sur internet et les réseaux sociaux !



@groupeID_FR 

groupeid_fr 

Groupe Identité et Démocratie 

Groupe Identité et Démocratie - France 

id-france.eu

UE, MIGRANTS, IMPÉRIALISME

OÙ VA LA TURQUIE ?

Conférences de la délégation
Rassemblement National
du Groupe Identité et Démocratie
Mandature 2019 / 2024

OÙ VA LA TURQUIE ?

Conférence du 15 octobre 2019
Parlement européen - Bruxelles

N°1 - Où va la Turquie ?



En menant une offensive au nord de la Syrie, le président Erdogan tue des civils innocents, déstabilise gravement la sécurité dans la région et les vingt-huit pays de l'Union hésitent plusieurs jours avant de le condamner et ne prennent aucune décision ferme pour arrêter le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Si cette invasion porte atteinte à la souveraineté d'un pays, elle est lourde de conséquences humanitaires pour les populations locales. À quoi s'ajoute l'ouverture d'un flux migratoire vers les pays européens qui va permettre la fuite de terroristes islamistes reconnus comme très dangereux. La France n'a plus aujourd'hui la capacité d'assimiler de nouveaux migrants et l'on ne sait que trop tristement que des « combattants » de Daesh s'infiltrèrent parmi ces migrants. **L'Union européenne doit sortir de l'ambiguïté. Ses dirigeants ne peuvent se contenter de condamner la Turquie tout en laissant se poursuivre le processus d'adhésion.**

Il est temps qu'ils reconnaissent que **la Turquie n'est pas européenne**. « J'appelle européenne toute terre qui a été successivement romanisée, christianisée et soumise à la discipline et à l'esprit des Grecs » disait Paul Valéry. Ce n'est pas le cas de la Turquie et le processus d'adhésion doit être arrêté, les chapitres fermés et les crédits stoppés. Il est trop facile de qualifier Erdogan de « dictateur » ou « d'autocrate » tout en laissant l'adhésion de son pays à l'Union européenne se poursuivre. **Si la Turquie entre en Europe, c'est l'Europe qui deviendra turque.**

Je vous dévoile dans ce livret de conférence les grands enjeux du défi que la Turquie pose à l'Europe.

Jerome Rivière

Député français au Parlement Européen
Président de la délégation française du groupe
Identité et Démocratie



COMMANDEZ **GRATUITEMENT** CE CARNET DE CONFÉRENCE DU GROUPE IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

● Par **courriel** (en mentionnant votre demande et votre adresse) à laurent.husser@europarl.europa.eu

● Par **courrier** (en mentionnant votre demande et votre adresse) à
Groupe ID - Laurent Husser ATR046 rue Wiertz, 60 - 1047 Bruxelles - Belgique

DÉFENDRE L'IDENTITÉ DES PEUPLES ET LA SOUVERAINÉTÉ DES NATIONS AU PARLEMENT EUROPÉEN

Le groupe parlementaire **Identité et Démocratie (ID)**, fondé en juin 2019, regroupe **76 députés du Parlement européen**. On retrouve ainsi au sein d'ID des élus **de 10 nationalités**.

Les Français y sont représentés par 23 députés élus sur la liste du Rassemblement National lors des dernières élections européennes.

